

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/211**

**G/SCM/W/221**

30 novembre 1995

(95-3879)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LA NORVEGE<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 novembre 1995.

Dans le document G/ADP/N/1/NOR/2-G/SCM/N/1/NOR/2, la Norvège indique que la législation norvégienne relative aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires a été adoptée étant entendu que les lois et réglementations applicables seraient interprétées et appliquées d'une façon compatible avec les règles correspondantes prévues par les Accords de l'OMC.

1. La Norvège s'acquittera-t-elle des nouvelles obligations découlant de l'Accord sur l'OMC (dont il est question dans l'Appendice), en adoptant d'autres lois ou au moyen de règlements, de pratiques administratives ou de décrets?
2. Quel dispositif légal la législation norvégienne prévoit-elle pour l'exécution des décisions rendues par un groupe spécial de l'OMC?
3. Le gouvernement norvégien pourrait-il indiquer quand il sera en mesure de notifier les modifications des règlements administratifs auxquelles il est fait référence dans le document mentionné ci-dessus.

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/NOR/2-G/SCM/N/1/NOR/2.

## Appendice

Modifications de la législation résultant de  
l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires  
et de  
l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les  
tarifs douaniers et le commerce de 1994  
qui revêtent un intérêt primordial pour  
le Canada

### I. Disciplines en matière de subventions

#### Définition d'une subvention

- Définition d'une subvention: [article premier de l'Accord sur les subventions] - contribution financière des pouvoirs publics qui confère un avantage au bénéficiaire;
- Liste exhaustive des pratiques des pouvoirs publics qui constituent des contributions financières; inclusion des éléments de soutien des revenus ou des prix.

#### Spécificité

- Principes *de jure* et *de facto* régissant la spécificité (article 2 de l'Accord sur les subventions);
- Spécificité au niveau infrafédéral (article 2.2 de l'Accord sur les subventions) et désignation des subventions prohibées comme étant spécifiques (article 2.3).

#### Subventions prohibées

- Définition (articles 3 et 4 de l'Accord sur les subventions) et liste exemplative (Annexe I);
- Exemptions prévues dans l'*Accord sur l'agriculture*.

#### Subventions pouvant donner lieu à une action

- Subventions pouvant donner lieu à une action (articles 5, 6 et 7 de l'Accord sur les subventions), c'est-à-dire subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, afin d'assurer que les subventions ne donnant pas lieu à une action soient exclues conformément à l'*Accord sur les subventions*;
- Éléments relatifs à l'existence d'un préjudice grave.

#### Subventions ne donnant pas lieu à une action

- Types et définitions des subventions "ne donnant pas lieu à une action" et voies de recours (articles 8 et 9 de l'Accord sur les subventions).

## II. Mesures compensatoires

### Subventionnement massif

- Différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire mesures applicables seulement en ce qui concerne les subventions prohibées.

### Calcul du montant d'une subvention

- Principes énoncés à l'article 14;
- Base de calcul, c'est-à-dire calcul en termes d'avantage conféré au bénéficiaire (sauf dans le cas du calcul prévu à l'Annexe IV de l'Accord);
- Montants imputables aux subventions ne donnant pas lieu à une action.

### Pays en développement Membres

- Période de transition et de suppression progressive en ce qui concerne les subventions prohibées (articles 27.3 et 27.4 de l'Accord); seuils de "compétitivité des exportations" (articles 27.5 et 27.6); subventions pouvant donner lieu à une action (article 27.9); seuils pour la clôture d'une enquête en matière de droits compensateurs (articles 27.10 et 27.11).

## III. Détermination de l'existence d'un dumping (article 2 de l'Accord antidumping)

Ventes à un prix inférieur au coût - Valeur normale fondée sur le coût de production majoré ou sur les ventes à un pays tiers (article 2.2 de l'Accord antidumping)

Éléments non renouvelables (article 2.2.1.1 de l'Accord)

Opérations de démarrage (article 2.2.1.1 de l'Accord)

Montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, fondés sur des données réelles (article 2.2.2 de l'Accord)

Dispositions en matière de comparaison équitable (article 2.4 de l'Accord)

Utilisation des taux de change - Mouvements durables (article 2.4.1 de l'Accord)

Détermination de l'existence d'un dumping: phase d'enquête (article 2.4.2 de l'Accord)

Dumping ciblé (article 2.4.2 de l'Accord)

Transit (article 2.5 de l'Accord)

IV. Dispositions communes aux enquêtes antidumping et aux enquêtes en matière de droits compensateurs

Détermination de l'existence d'un dommage

- Cumul;
- Analyse du dommage/lien de causalité;
- Dommage causé par d'autres facteurs qui ne doit pas être imputé au dumping/subventionnement;
- Menace de dommage important;
- Prise en compte dans les dispositions relatives aux mesures compensatoires des différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire, cas de l'agriculture, règle *de minimis* et dommage "négligeable".

Demandes/plaintes

- Contenu de la plainte;
- Obligation expresse d'examiner l'adéquation et l'exactitude des éléments de la plainte.

Règles relatives à l'ouverture d'une enquête

- Soutien;
- Obligation pour les autorités d'éviter de rendre publiques les plaintes;
- Notification de la plainte;
- Conduite des enquêtes.

Éléments de preuve

- Garanties d'une procédure régulière;
- Echantillonnage;
- Intérêt public.

Transparence

- Avis au public et explication des déterminations.

Mesures provisoires

- Ouverture de l'enquête conformément aux règles, avis au public et possibilité pour les parties intéressées de donner des renseignements et de formuler des observations;

- Il ne doit pas être appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

#### Mesures finales

- Imposition et recouvrement de droits;
- Détermination de la marge pour les exportateurs qui n'ont pas été retenus dans les échantillons;
- Réexamens selon des procédures accélérées.

#### Engagements en matière de prix

- Délai pour accepter des engagements en matière de prix (c'est-à-dire pas avant qu'une détermination préliminaire n'ait été établie);
- Prise en compte dans les dispositions relatives aux mesures compensatoires des différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire, autorisation des pouvoirs publics et restrictions quantitatives.

#### Extinction

- Durée et réexamen des droits antidumping/compensateurs et des engagements en matière de prix.

#### Révision judiciaire

- Procédure de révision judiciaire indépendante.

#### Dispositions finales

- Interdiction de prendre des mesures non fondées sur l'Accord;
- Mesures transitoires.